



23.041

## **Voranschlag der Eidgenossenschaft 2024 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2025–2027**

### **Budget de la Confédération 2024 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2025–2027**

*Differenzen – Divergences*

#### CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

#### **1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten 1. Budget des unités administratives**

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Ich begrüsse Frau Bundesrätin Karin Keller-Sutter und gratuliere unserem Kollegen Mathias Zopfi ganz herzlich zum Geburtstag. (*Beifall*)  
Das Wort hat die Berichterstatterin, Frau Gapany, für einige allgemeine Bemerkungen.

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: On continue le traitement du budget 2024, commencé mardi dernier, soit le 5 décembre. Entre-temps, le Conseil national a terminé le traitement lundi dernier, en soirée. La Commission des finances de votre conseil s'est réunie mardi dernier au matin. Mme la conseillère fédérale a également participé à cette séance et je la remercie, de même que ses collaboratrices et collaborateurs, pour leur précieuse collaboration tout au long du traitement. De même, je remercie l'ensemble du secrétariat, en particulier notre secrétaire adjoint Franz Leutert, qui nous a accompagnés dans un exercice loin d'être simple, avec un budget quand même serré. Ce n'est pas terminé, mais on peut dire que l'on a fait déjà une partie du travail. On s'est déjà mis d'accord sur certains points avec le Conseil national et, vu les conditions de base, ce budget tient compte également des besoins.

Maintenant, nous avons sur la table encore douze divergences avec le Conseil national. Nous les avons traitées les unes après les autres lors de la séance de la Commission des finances, moyennant une seule rocade relative au fonds d'infrastructure ferroviaire qui doit être votée en fin de traitement du budget, une fois que l'on connaîtra toute la différence pour respecter le frein à l'endettement; j'y reviendrai. A ce stade, quelques éléments doivent être relevés. On a encore douze divergences, cela veut dire que l'on a douze positions ouvertes et que les autres positions du budget sont fermées, donc que l'on n'y reviendra pas.

Au terme du traitement par le Conseil national et par la commission, la situation peut être meilleure. Si vous suivez les propositions, les charges et les dépenses autorisées s'élèvent désormais à un peu plus de 15 millions de francs. Nous étions, au terme du traitement au Conseil des Etats, à environ 66 millions de francs.





Les éléments les plus conséquents, sur lesquels nous ne reviendrons pas et sur lesquels le Conseil national nous a rejoints, sont notamment le transport régional de voyageurs, avec une augmentation de 55 millions de francs, qui a été validée, et toutes les augmentations dans le domaine de l'agriculture, à l'exception de l'aide à la production végétale, qui est encore ouverte.

Par rapport à l'option choisie pour respecter le frein à l'endettement, il y a aussi une différence. Pour respecter le frein à l'endettement malgré le dépassement de 66 millions de francs, nous avons opté pour un blocage de crédit, outil que je vous avais proposé au terme du traitement, la semaine dernière. Le Conseil national a plutôt choisi d'opter pour une réduction de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire, fonds qui est aujourd'hui suffisamment doté pour garantir les besoins à court et moyen terme. Cette solution est aussi possible et a finalement l'avantage de garantir qu'il n'y ait pas de coupes transversales décidées par la suite par le Conseil fédéral. Toutes les dépenses validées par le Parlement sont donc garanties. Avec le blocage de crédit, on transmettait au Conseil fédéral la responsabilité de respecter lui-même le frein à l'endettement; il aurait inmanquablement dû procéder à de nouvelles coupes dans les différents départements.

Je passe brièvement aux douze divergences – j'y reviendrai si nécessaire au cours du débat. Concernant l'Assemblée fédérale, contrairement à notre conseil, le Conseil national propose de ne pas couper dans ses dépenses courantes de l'Assemblée fédérale. Les arguments avaient déjà été avancés dans cette même salle lors de notre dernier débat. J'avais rappelé les chiffres, et nous avons également entendu notre présidente, Eva Herzog, alors rapporteuse de la délégation administrative, défendre la version du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral propose donc, lui, de ne pas appliquer la coupe transversale de 2 pour cent. Il rappelle qu'il n'y avait pas eu d'augmentation dans ce domaine ces dernières années. Précisons qu'il n'y a pas eu de compensation au renchérissement depuis près de dix ans. Je ne vais pas reprendre ici tous les chiffres, mais on peut considérer que cette non-prise en compte du renchérissement durant de nombreuses années constitue en soi une coupe et une économie qui est déjà conséquente. Votre commission vous propose dans ce contexte de vous rallier au Conseil national et de suivre ici la proposition initiale du Conseil fédéral.

Au niveau des charges de fonctionnement, une augmentation a été proposée par le Conseil fédéral pour élargir le contrôle au Palais fédéral. On l'avait soutenue dans un premier temps. Le Conseil national propose de réduire de 50 pour cent l'augmentation qui était prévue. A ce poste, il était prévu d'engager du personnel supplémentaire, avec des conducteurs de chiens qui patrouilleraient autour du bâtiment. Avec la réduction selon la décision du Conseil national, ces patrouilles ne seraient pas totalement supprimées, mais elles n'auraient simplement pas lieu 24 heures sur 24 comme cela était initialement prévu. Votre commission vous propose donc de vous rallier au Conseil national et de refuser 1 million de francs supplémentaire.

Au niveau des affaires étrangères, on a une forte réduction à un poste qu'on n'avait pas traité lors du premier passage au conseil. Une demande individuelle du Conseil national a été largement soutenue. On parle d'une réduction de 20 millions de francs qui touche l'aide humanitaire menée par l'UNRWA – en français, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

**AB 2023 S 1159 / BO 2023 E 1159**

Sur votre dépliant, vous voyez cette coupe sous la position A231.0332, "Actions humanitaires". Il est ensuite précisé à la page C3 que cette coupe concerne l'UNRWA. Le contexte ici est bien particulier, et je ne doute pas qu'il va susciter le débat. J'aimerais quand même préciser que la sous-commission compétente n'avait pas fait cette proposition. Cette proposition nous est venue directement du Conseil national, sans que l'on entende le chef du département.

Je tiens aussi à préciser que la Commission des finances ne remet définitivement pas en question l'aide humanitaire dans cette région; par contre, la contribution à l'UNRWA est remise en question, d'où la précision dans la condition en page C3. Pour rappel, l'UNRWA est un office fondé en 1949, qui a un mandat dans les domaines de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. C'est l'une des plus grandes organisations humanitaires de l'ONU. L'UNRWA intervient en faveur des réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et donc à Gaza. Je ne vous apprend rien en disant que ces dernières années, elle fait face à certaines critiques, ce qui explique, sans doute, le vote clair au niveau du Conseil national et la difficulté à maintenir cette contribution de la part de notre commission également. L'on peut aussi se demander s'il est possible de biffer ce montant et de revenir, en début d'année, sur un crédit extraordinaire. Il faut être conscient quand même du fait que l'action de l'UNRWA est une action sur le long terme, qui n'est pas considérée comme une aide d'urgence, même si la contribution a augmenté depuis 2022.

Pour rappel, en 2022, la contribution était de 14,3 millions de francs; aujourd'hui, on en est à un montant de 20 millions de francs. Les services de l'UNRWA comprennent, entre autres, l'éducation, l'infrastructure, la gestion des camps et un soutien en période de conflit armé. C'est une fonction différente de l'aide d'urgence,



à mon sens, et c'est une aide sur place, en continu, à la société civile. Dans ce sens, la contribution s'inscrit difficilement comme une aide ou une dépense extraordinaire, d'où le fait que, si elle devait être maintenue, elle devrait plutôt être inscrite au budget.

La situation est donc sensible, vous l'avez compris: autant l'aide humanitaire n'est pas remise en question, autant il est difficile d'éliminer ou d'ignorer les critiques émises jusqu'à présent et de garantir la contribution dans ces conditions.

Le Conseil national a décidé, par 116 voix contre 98, une réduction de 20 millions de francs, et votre commission vous propose de suivre cette décision, par 10 voix contre 2 et 0 abstention.

On passe donc au Département fédéral des finances. On parle de la TVA, avec une proposition du Conseil national d'augmenter le nombre de postes à la TVA, pour augmenter les contrôles et par conséquent les recettes. Cette proposition a été acceptée, par 187 voix sans opposition, au Conseil national. Les estimations laissent penser qu'avec une augmentation de 2,1 millions de francs des charges de fonctionnement, donc une augmentation des postes – cela fait environ 10 postes en équivalent plein temps –, on peut s'attendre à une augmentation des recettes de 7,5 millions de francs. A préciser qu'il n'y a pas d'augmentation des taux: c'est donc uniquement l'augmentation des contrôles qui provoque une augmentation des recettes de la TVA. Sans contre-proposition, la commission vous propose également de suivre le Conseil national et d'augmenter les charges de fonctionnement, pour voir les recettes et ensuite, augmenter.

Concernant le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, on traite de la nouvelle politique régionale. La commission de votre conseil vous propose de rallier le Conseil national en biffant les 25 millions de francs pour l'année 2024. Vous avez déjà entendu les arguments: il existe une certaine marge de manoeuvre dans ce domaine et les différents engagements ne peuvent pas être considérés comme étant en danger, avec une réduction du budget et une réduction ponctuelle sur l'année 2024. Pour rappel, le fonds dispose de réserves de 1,1 à 1,2 milliard de francs. Il existe encore des liquidités à hauteur de 500 millions de francs. On peut donc considérer, d'un point de vue financier, que les ressources sont suffisantes à court terme, mais il ne faudrait pas que cela se répète. La Commission des finances ne veut pas affaiblir la nouvelle politique régionale. Elle propose de s'en tenir à cette coupe de 25 millions de francs pour l'année 2024, qui pourra être compensée par les ressources actuelles.

Au vote, la Commission des finances soutient une réduction, par 11 voix contre 2. Pour rappel, le vote au Conseil national était de 130 voix contre 60.

Au Département de l'économie, de la formation et de la recherche, on retrouve également une divergence relative à l'aide à la production végétale. Pour rappel, c'est l'aide consacrée à la production des betteraves; cela touche donc à terme la production du sucre. On avait une divergence avec le Conseil national: il proposait une augmentation de 4 millions de francs et le Conseil des Etats une augmentation de 2 millions de francs. On vous propose de vous en tenir aux 2 millions de francs. On avait également discuté et débattu de ce sujet en commission; on s'était assuré que c'était suffisant par rapport à l'augmentation des surfaces. Le département nous avait confirmé que les moyens étaient suffisants et que cela ne provoquerait pas une réduction de la contribution par hectare. On s'y tient donc et on vous propose une augmentation de 2 millions de francs.

Concernant le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), pour ce qui est de la mobilité, on propose une modification au niveau de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire. Cette modification devra être discutée au terme du traitement de cet objet, une fois que l'on connaîtra les chiffres et que l'on saura si l'on respecte ou non le frein à l'endettement. Je vous avais précisé au début du traitement que l'on avait opté pour l'option du blocage de crédit. Le Conseil national a, lui, décidé de jouer sur l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire.

Je dis encore un mot sur l'Office fédéral de l'énergie, et je mets peut-être tout de suite fin à tout espoir de voir notre exercice facilité, puisque vous avez vu sur le dépliant une suppression du montant de 4 milliards de francs pour le mécanisme de sauvetage destiné au secteur de l'électricité. Cela ne signifie pas qu'on gagne 4 milliards de francs; ce montant était validé à titre exceptionnel, à titre de garantie pour Axpo, en cas de besoin, si les coûts de l'électricité venaient à augmenter massivement ce qui exigerait des liquidités. Axpo y a renoncé. On met donc à jour notre budget. Ces 4 milliards de francs échappaient au frein à l'endettement, et notre marge de manoeuvre reste donc la même.

Votre commission vous propose de faire cette mise à jour et de suivre ici le Conseil national en biffant les 4 milliards de francs.

On termine par le DETEC avec une proposition de diminuer les charges de fonctionnement de l'Office fédéral de l'environnement. Dans cet office, les charges de personnel ont augmenté ces dernières années, en particulier depuis 2016. On constate, en effet, une augmentation depuis 2016 d'environ 5 pour cent des charges de personnel. Si l'on compare avec les charges dans l'administration fédérale, on se rend compte que l'aug-



mentation est plus proche des 2 pour cent. On vous propose de suivre la proposition du Conseil national et de couper de 2,2 millions de francs. Dans ce même département, le Conseil national proposait de renoncer à la coupe d'un peu moins de 2 pour cent qui concerne les positions "Parc national" et "Nature et paysage". Pour ces deux postes, on vous propose de vous en tenir à la proposition du Conseil fédéral et donc de rester à notre première décision, puisque la coupe est déjà en dessous du 2 pour cent qui a été appliqué à l'ensemble des départements.

J'en ai terminé avec le budget. Je donne encore une précision par rapport au plan financier. On avait encore une divergence au niveau des dépenses militaires. La majorité de la commission vous propose de maintenir notre première décision en demandant au Conseil fédéral de respecter le vote du Parlement, et donc d'atteindre le niveau de 1 pour cent du PIB pour les dépenses militaires d'ici 2030 et non d'ici 2035, comme cela avait été planifié par le Conseil fédéral, pour respecter le frein à l'endettement ces prochaines années.

AB 2023 S 1160 / BO 2023 E 1160

## **Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux**

*101 Bundesversammlung*

*101 Assemblée fédérale*

*Antrag der Kommission*

Laufende Ausgaben

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

Dépenses courantes

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

## **Departement für auswärtige Angelegenheiten**

### **Département des affaires étrangères**

*202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten*

*202 Département fédéral des affaires étrangères*

*Antrag der Mehrheit*

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Graf Maya, Herzog Eva)

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Festhalten

*Proposition de la majorité*

A231.0332 Actions humanitaires

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Graf Maya, Herzog Eva)

A231.0332 Actions humanitaires

Maintenir





**Graf Maya (G, BL):** Ich möchte Sie hier bei dieser Position bitten, dass wir festhalten, um eine Differenz zum Nationalrat zu schaffen.

Damit ermöglichen wir der Finanzkommission des Nationalrates, sich eingehend mit den Gründen zu befassen, warum dieser Einzelantrag zur Kürzung dieser Position im Nationalrat eingereicht und dann auch angenommen worden ist. Es ist wichtig, auch inhaltlich abzuklären, warum diese Kürzung um 20 Millionen Franken erfolgt ist. Das ist sehr wichtig. Es ist für die Schweiz sehr bedeutend, dass hier nicht definitiv entschieden wird, bevor die dem ursprünglichen Betrag zugrunde liegenden Gründe von den Fachleuten des EDA und auch persönlich vom Chef des EDA dargelegt worden sind. Nur so können wir auch die Skepsis verstehen, die vor allem im Einzelantrag zum Ausdruck kam.

Die Schweiz hat hier eine enorme Verantwortung. Sie hat ja gerade die Unterstützung aus dem Nachtragskredit von 90 Millionen Franken für die Palästinenserinnen und Palästinenser angekündigt. Die Kürzung um 20 Millionen Franken wäre ein völlig widersprüchliches Signal und könnte auch ausserpolitisch ein falsches Signal sein.

Dieser Antrag auf Kürzung um 20 Millionen Franken wird mit den Vorwürfen gegen das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA) begründet – die Präsidentin der Finanzkommission hat es gesagt –, die immer im Raum standen, aber nicht bewiesen werden konnten. Ein entsprechender Postulatsbericht des Bundesrates entlastet die UNRWA und ihre Programme vollständig. Das hat ja den Bundesrat auch veranlasst, seine Zusammenarbeit mit ihr fortzusetzen.

Wir sind ja hier und heute nicht in der Lage, das alles wirklich zu beurteilen, und wenn Zweifel darüber bestehen, dann müssen die Verantwortlichen des EDA die Möglichkeit haben, hierzu Stellung zu nehmen. Das können sie nur tun, wenn wir hier eine Differenz schaffen und der Finanzkommission des Nationalrates die Möglichkeit geben, diese Abklärungen zu treffen, um dann, wenn die Informationen da sind, auch einen wirklich informierten Entscheid zu fällen.

Die UNRWA wird, wie Sie wissen, vom Schweizer Philippe Lazzarini geleitet. Er hat in den letzten Wochen vermehrt dazu aufgerufen, mehr Mittel für die UNRWA zur Verfügung zu stellen. Die UNRWA leistet sehr wichtige Arbeit in einem – das wissen wir alle – sehr schwierigen Kontext; das war in den letzten Wochen eben auch in Bezug auf die Versorgungslage für die Menschen in Gaza so. Da wir dies alles wissen, sollten wir vorsichtig vorgehen und den Entscheid über die Kürzung heute aussetzen. Mit der Beibehaltung der Differenz geben wir die Möglichkeit, dass diese Abklärungen getroffen werden können mit den Verantwortlichen, welche die Informationen dazu haben, die wissen, was Sache ist und was es bedeuten würde, wenn um diese 20 Millionen Franken gekürzt würde.

Ich möchte Sie in diesem Sinne bitten, hier festzuhalten und, wie gesagt, damit die Differenz zum Nationalrat beizubehalten.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** Beim Voranschlag 2024 und der Debatte dazu besteht dieses Jahr eine schwierige Ausgangslage. Wir haben einen sehr engen Spielraum. Für die Realisierung von Zusatzwünschen und Mehrausgaben bei einzelnen Budgetpositionen braucht es Einsparungen in anderen Bereichen. Aus diesem Grund sind viele Kompensationsmöglichkeiten gesucht und zum Teil auch aufgenommen worden. So ist auch die humanitäre Hilfe ein Thema geworden. Mittels eines Einzelantrages, die Minderheitssprecherin hat es gesagt, ist das Thema im Nationalrat aufgenommen worden. Der Beitrag soll um 20 Millionen Franken gekürzt werden. Die von der Kürzung betroffene Organisation wurde vom Nationalrat gar in den Beschluss aufgenommen.

Unsere Kommission wurde an ihrer letzten Sitzung das erste Mal mit diesem Beschluss konfrontiert. Innerhalb von fünf bis zehn Minuten hatten wir darüber zu befinden. Fragen zu dessen Auswirkungen, zur UNRWA und zum Status dieser Organisation konnten verständlicherweise nicht vertieft beantwortet werden. Das zuständige Departement war in der Kommissionssitzung auch nicht vertreten.

Sie konnten es lesen oder bekamen es mit, dass Vorwürfe und Gegendarstellungen zu dieser Organisation im Raum stehen. Ich glaube, wir als Parlament sind nicht in der Lage und auch nicht dafür zuständig, darüber zu befinden. Ich stimmte aber an der letzten Sitzung auch aus finanzpolitischen Gründen für diese Kürzung.

Wenn Sie heute der Mehrheit folgen, ist die Kürzung definitiv. Das heisst, dass die Beiträge an diese Organisation und die Summe gestrichen werden. Das steht dann alles so im Bundesbeschluss, und dies, ohne dass sich das zuständige Departement zur Kürzung oder zur Organisation äussern konnte. Aus diesem Grund habe ich Verständnis, wenn Sie heute der Minderheit folgen und diese Differenz schaffen. Damit würde die Möglichkeit eröffnet, sich damit nochmals fundiert zu befassen. Das gilt gerade auch für die Finanzkommission des Nationalrates – sie konnte das ja nicht tun, und sie hätte dann die Möglichkeit, sich darüber zu unterhalten. Wir und das Departement hätten dann ebenfalls diese Möglichkeit. Ich glaube, in Anbetracht der politischen Auswirkungen eines solchen Beschlusses wäre es angebracht, wenn man das so machen würde.



Ich möchte aber abschliessend doch darauf hinweisen, dass wir, wenn wir der Minderheit folgen, entsprechend bei anderen Positionen kürzen müssen. Wir haben jetzt das Konzept geändert. Wir folgen dem Konzept des Nationalrates, das heisst: Es gibt keine Querschnittkürzung – das ist jetzt so auf der Fahne dargestellt –, sondern die Einlage in den BIF müsste entsprechend um diesen Betrag gekürzt werden, damit wir die Schuldenbremse einhalten. Ich gehe davon aus, dass die Präsidentin, je nach Ausgang der Abstimmung, bei

AB 2023 S 1161 / BO 2023 E 1161

der Position BIF die entsprechende Summe nennen würde, um die zusätzlich gekürzt werden müsste. Das wären in diesem Bereich 20 Millionen Franken.

**Chassot** Isabelle (M-E, FR): Je vous invite à mon tour à soutenir la minorité dans l'objectif de pouvoir créer une divergence ce matin. La présidente de la commission l'a indiqué: c'est évidemment un sujet très sensible que nous avons sur la table, mais je n'aimerais pas que nous en fassions, ce matin, dans ce conseil, une décision pro ou contra l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). La décision de suivre la minorité doit permettre à la commission d'entendre le chef du DFAE – le conseiller aux Etats Hegglin l'a dit –, notamment concernant les reproches faits à l'UNRWA par le Conseil national, mais avant tout, également, au sujet des conséquences de cette décision pour la politique étrangère de notre pays.

Comme vous, j'ai lu la proposition individuelle à la base de la décision du Conseil national. Nota bene: le Conseil national ne s'est quasiment pas exprimé à ce sujet lors de ces débats. Je pense qu'il s'agit, pour nous, d'éviter de prendre la décision sur la seule base d'une visite d'une délégation parlementaire, en janvier 2023, dans une école de Bethléem, et sur le rapport d'une source mentionnée de l'UN Watch, qui est, par ailleurs, une source très critiquée dans les milieux officiels.

Pour être tout à fait claire, j'ignore si les reproches de proximité entre l'UNRWA et le Hamas sont avérés. Mais ce dont je suis sûre, c'est que ce qui se passe aujourd'hui à Gaza est l'une des plus graves crises humanitaires que nous puissions connaître, que les besoins de la population civile sont immenses et que la Suisse, comme dépositaire des Conventions de Genève, oriente sa politique sur le droit international. Pour elle, les victimes civiles sont la priorité. La Suisse, par ailleurs, soutient l'UNRWA depuis de nombreuses décennies. Il est vrai qu'en 2018, le chef du Département fédéral des affaires étrangères avait exprimé des doutes concernant les activités de l'UNRWA lors d'une visite sur place.

Mais son département a continué à soutenir cette organisation depuis lors, ce qui semble démontrer qu'un contrôle et une évaluation ont également été faits. Je vous demande ce matin que nous nous basions sur des faits, que nous entendions la position du DFAE et que, le cas échéant, notre commission envisage ensuite des variantes. Si les critiques sont avérées, nous pourrions nous rallier à la proposition du Conseil national; si elles ne le sont pas, nous avons la possibilité de maintenir l'aide, mais en biffant le lien de causalité avec l'UNRWA, et de prévoir ces moyens, par exemple, pour le CICR, voire de réduire le montant pour des motifs de politique financière. Ce matin, nous aurons encore d'autres divergences, ce qui fait que la discussion sur le budget ne sera pas close. C'est pourquoi je vous invite à la raison et à nous donner la chance de bien faire en prenant nos décisions sur la base de faits objectifs.

Je vous remercie de soutenir la proposition de minorité.

**Juillard** Charles (M-E, JU): Je vous demanderai aussi de soutenir la minorité de la commission. En enlevant ces 20 millions de francs à ce crédit, à mon avis on se trompe de cible. Il ne faut pas tout mélanger; tous les Palestiniens de Gaza ne sont pas membres du Hamas, bien au contraire. Si j'ai soutenu et continuerai de soutenir la motion qui demande l'interdiction de cette organisation terroriste, je crois qu'il faut aussi penser aux victimes dans la région qui, finalement, n'ont pas demandé grand-chose sinon de vivre en paix dans cette région, de vivre en paix chez eux.

Aujourd'hui, le rôle de l'ONU et des organisations humanitaires qui dépendent de l'ONU est très important. Il serait, à mon avis, vraiment inopportun de supprimer cette aide maintenant. Il s'agit aussi de soutenir et de défendre le rôle humanitaire de notre pays. A ceux qui sont fiers de notre pays, rappelons que ce rôle humanitaire fait partie des raisons de cette fierté. Or, aujourd'hui, sans vouloir prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre, il faut constater la situation humanitaire catastrophique que nous devons aider à résoudre; nous devons essayer d'alléger les difficultés rencontrées par ces victimes dans cette région, raison pour laquelle il me paraît vraiment inopportun aujourd'hui de biffer ces 20 millions de francs dans ce budget, raison pour laquelle je vous appelle vraiment à soutenir la minorité de la commission.

**Germann** Hannes (V, SH): Ich habe mit grossem Interesse den drei Votanten zugehört, die die Minderheit



unterstützen. Von der Mehrheit haben wir jetzt nicht viel gehört. Natürlich müssen wir sagen, dass es schon Sinn macht, gewisse Dinge abzuklären. Es ist aber auch so, dass der Nationalrat diese Kürzung entschieden hat, und letztlich müssen wir auch das Budget bzw. die Schuldenbremse einhalten. Aber es ist schon etwas erstaunlich, wenn wir jetzt diese 20 Millionen Franken wieder aufstocken bzw. der Minderheit folgen. Das tun wir ausgerechnet an einem Tag, nachdem wir uns hier drin für ein Verbot der Hamas bzw. dafür ausgesprochen haben, sie als Terrororganisation einzustufen. Da staune ich schon. Um die Verbindungen wissen ja alle. Diese bestehen, das ist ganz klar; es geht gar nicht anders. Deshalb wäre ich froh, wenn im Falle, dass die Minderheit obsiegt, eine sorgfältige Abklärung vorgenommen würde, so, wie das Frau Chassot auch gefordert hat.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie grundsätzlich bitten, beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Wenn Sie dies nicht tun, möchte ich Sie bitten, den Minderheitsantrag Graf Maya zu unterstützen.

Es haben noch Gespräche mit dem EDA stattgefunden. Das EDA befürchtet, dass eine Kürzung des Kredites für die UNRWA – das ist ein Hilfswerk der Vereinten Nationen – einen Reputationsschaden nach sich ziehen könnte. Deshalb würde es das EDA begrüssen, wenn Sie dem Beschluss des Nationalrates und der Mehrheit der FK-S nicht folgen würden. Wenn Sie bei dieser Kreditposition "Humanitäre Aktionen" dennoch Einsparungen vornehmen wollen, würde ich Ihnen empfehlen, auf Seite C3 der Fahne beim Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten bei der Position A231.0332, "Humanitäre Aktionen", die Kürzung der Kreditverwendung zu streichen. Dort steht: "Die Kürzung dieses Kredites um 20 000 000 Franken ist bei den Beiträgen an das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA) zu vollziehen." Wenn Sie das streichen würden, dann hätten Sie zwar eine Kürzung des Kredites um 20 Millionen Franken bei der Position "Humanitäre Aktionen", aber das EDA wäre bei der Umsetzung der Kürzung frei. Es wäre dann eben nicht das politische Thema, wonach das bei der UNRWA gemacht werden müsste. Das sage ich einfach zu Ihrer Information.

Es wurde von Ständerat Hegglin jetzt gesagt, dass man, wenn man diese 20 Millionen Franken nicht einspare, dann einfach dem BIF noch einmal 20 Millionen Franken entnehmen könne. Ja, das können Sie machen, aber da muss ich Ihnen einfach sagen: Wir sehen, wie die Beratungen zu diesem Voranschlag 2024 laufen; sie sind sicher nicht einfach. Wir haben auch einen Bereinigungsbedarf von 2 Milliarden Franken, dem wir gerecht werden müssen. Aber die schwierigen Jahre kommen noch, es wird nicht einfacher werden, und man kann dann nicht jedes Mal einfach sagen: Ja, hier haben wir noch eine Kasse, hier haben wir noch einen Fonds, wir kürzen also nirgends, und dann kürzen wir einfach bei den Einlagen für die verschiedenen Fonds.

Ich rufe Folgendes in Erinnerung: Der BIF beispielsweise ist zwar gut dotiert – gut 1 Milliarde Franken, wenn ich das richtig im Kopf habe –, und es sind auch keine Projekte gefährdet. Aber wir haben in der Finanzplanung 2025–2027 vorgesehen, dem Fonds jeweils 150 Millionen Franken pro Jahr zu entnehmen. Ob das so bleibt, werden Sie dann beim Budget 2025 und bei den Budgets der folgenden Jahre entscheiden. Diese Frage muss man etwas im Auge behalten.

Der Nationalrat hat dem Voranschlag sehr knapp zugestimmt; wir gingen haarscharf an einer Ablehnung vorbei. Er hat deshalb so knapp zugestimmt, weil er gerade diese Kürzungen bei den Fonds nicht richtig und nicht zweckmässig findet. Viele Nationalräte finden vielmehr, dass man sich sonst einschränken und Prioritäten setzen müsse. Das war in

AB 2023 S 1162 / BO 2023 E 1162

etwa die Aussage aus der Debatte im Nationalrat. Ich weiss nicht, Herr Hegglin, wie es beim Nationalrat ankommt, wenn wir einfach sagen: Ja gut, wir nehmen nochmals 20 Millionen Franken zulasten des BIF. Das ist dann eine politische Frage, mit der Sie sich am Schluss dann vielleicht an der Einigungskonferenz gemeinsam befassen müssen.

**Stark** Jakob (V, TG): Entschuldigen Sie, Frau Vizepräsidentin des Bundesrates, dass ich nach Ihnen nochmals das Wort ergreife, aber mit Ihren Ausführungen haben Sie mir aus dem Herzen gesprochen.

Wir müssten bei den Rahmenbedingungen der Kreditverwendung ansetzen. Ich bin überhaupt nicht sicher, ob bis Montag geklärt werden kann, ob beim UNRWA die Hilfsgelder direkt den Bedürftigen zugutekommen, ob es nur Infrastrukturmassnahmen sind usw. Die Frage ist doch wirklich, ob man das sauber abklären kann. Wenn wir die entsprechende Bestimmung bei den Rahmenbedingungen streichen würden, was ich hiermit beantrage, gäbe es einfach die Kürzung um 20 Millionen Franken. Wir müssen den Voranschlag irgendwie ins Gleichgewicht bringen, wir hätten hier eine Vorgabe. Je nachdem, wie die Prüfung ausfällt, kann dann beim UNRWA oder an einer anderen Stelle gespart werden. Ich möchte Sie auch daran erinnern, dass wir schon einen Zusatzkredit für den Nahen Osten gesprochen haben. Das Parlament ist nicht untätig.

Deshalb möchte ich Sie bitten, hier der Mehrheit zu folgen und dann meinen Antrag auf Streichung der entspre-



chenden Einschränkung bei "Humanitäre Aktionen" unter den Rahmenbedingungen der Kreditverwendung zu unterstützen.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6244)

Für den Antrag der Minderheit ... 23 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 21 Stimmen

(1 Enthaltung)

**Finanzdepartement – Département des finances**

*605 Eidgenössische Steuerverwaltung*

*605 Administration fédérale des contributions*

*Antrag der Kommission*

E110.0106 Mehrwertsteuer

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

E110.0106 Taxe sur la valeur ajoutée

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung**

**Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

*704 Staatssekretariat für Wirtschaft*

*704 Secrétariat d'Etat à l'économie*

*Antrag der Mehrheit*

A231.0208 Neue Regionalpolitik

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Rieder, Friedli Esther)

A231.0208 Neue Regionalpolitik

Festhalten

*Proposition de la majorité*

A231.0208 Nouvelle politique régionale

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Rieder, Friedli Esther)

A231.0208 Nouvelle politique régionale

Maintenir

**Rieder** Beat (M-E, VS): Eigentlich könnte ich nach dem Plädoyer von Frau Bundesrätin Keller-Sutter auf die Aussagen bei der Diskussion zur vorherigen Position verweisen. Denn die Begründung, die sie zum Punkt der UNRWA genannt hat, kann eins zu eins auch bei dieser Position vorgebracht werden. Die Minderheit beantragt Ihnen, die neue Regionalpolitik (NRP) nicht ein zweites Mal zu schröpfen und hier nicht ein zweites



Mal den Sparhebel anzusetzen, sondern diese 24,954 Millionen Franken übergangsweise über den Bahninfrastrukturfonds (BIF) abzuwickeln, damit wir am Ende der Beratung das Budget einhalten können. Sie sehen das auch bei den Bemerkungen zu den entsprechenden Positionen.

Wieso? Die Entwicklungshilfe teilt sich in der Schweiz auf die internationale Entwicklungshilfe einerseits und die Regionalpolitik andererseits auf – ich habe den Bundesrat so verstanden, dass die Regionalpolitik die inländische Entwicklungshilfe für die peripheren und ländlichen Regionen ist. Wenn Sie nun anfangen, hier ein zweites Mal zu streichen, senden Sie verheerende Signale an unsere Bevölkerung aus. Ich möchte hier in diesem Rat doch zwei, drei Zahlen nennen. Bei der internationalen Entwicklungshilfe haben wir von 3,576 Milliarden Franken im Jahr 2021 auf 4,274 Milliarden Franken im Jahr 2022 aufgestockt. Die inländische Entwicklungshilfe haben wir im September von 230 Millionen auf 217 Millionen Franken reduziert. Ich frage Sie: Ist das gerechtfertigt?

Ich weiss, dass dieser Fonds mit 1,1 Milliarden Franken alimentiert ist. Die Wahrheit ist aber, dass nur 500 Millionen Franken in Liquidität vorhanden sind, und die Wahrheit ist auch, dass diese Liquidität bis 2031 nach dem Programm des Bundesrates auf null zurückgeführt wird.

Eigentlich führen wir eine Budgetdebatte, bei der wir in gewissen Bereichen weiter voll ausbauen, in anderen Bereichen dagegen bereits eine doppelte Sparsbremse einbauen. Das ist nicht gerechtfertigt. Ich bin nach wie vor der Meinung, dass wir hier den gesamten Bestand aller Fonds seriös auf den Tisch legen und diese dann auch effektiv nach Gewichtung reduzieren sollten. Ich bin nicht dagegen, dass man danach, wenn alles auf dem Tisch liegt, auch die Mittel für die NRP anschaut.

Etwas Zweites geht im Ganzen ein wenig verloren: 2022 bewilligten wir in diesem Rat alleine für die Kommunikation des Bundesrates zehn neue Stellen für Facebook, Twitter und Instagram; im Bereich der Kommunikation des Bundesrates sind wir jetzt bei über 400 Stellen. Damals fragten wir uns, ob das gerechtfertigt sei, und winkten dann alles durch. Heute haben wir indes eine andere Finanzlage.

Weiter teilte uns der Bundesrat am 17. Oktober 2023 mit, dass die internationale Kommunikation des Bundesrates durch einen zweiten Account bei Twitter bzw. X, wie es jetzt heisst, verstärkt wird. Ich frage mich allen Ernstes: Braucht es nicht einen dritten X-Account, nämlich einen für die inländische Bevölkerung, für die peripheren Regionen, damit man ihnen mitteilen kann, wieso und warum man ihnen die Gelder reduziert? Das wäre doch auch etwas, mit dem wir die Kommunikation im Inland verstärken könnten.

Daher bitte ich Sie, meiner kleinen Minderheit zu folgen und behelfsmässig die NRP-Mittel in diesem Jahr noch einmal zu verschonen, die Abwicklung über den BIF vorzunehmen und die Angelegenheit dann im nächsten Budget, zusammen mit allen anderen Fonds, zu diskutieren.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** Ich teile die Meinung von Beat Rieder, dass man die einzelnen Fonds und Aufgabenbereiche nicht gegeneinander ausspielen sollte. Ich glaube, wir machen das auch nicht, wenn wir hier dem Nationalrat folgen und diese Differenz bereinigen. Wir haben, wie es Kollege Rieder gesagt hat, grundsätzlich die finanziellen Beiträge für die neue Regionalpolitik beschlossen, und zwar mit der Umsetzung des Mehrjahresprogramms 2024–2031. Wir haben in diesem Rahmen über diese Zeitspanne hinweg

AB 2023 S 1163 / BO 2023 E 1163

eine Summe von 217 Millionen Franken zur Verfügung gestellt. Wir sind in der Umsetzung dieser neuen Regionalpolitik, und ich möchte die Gesamtsumme über den Zeitraum nicht infrage stellen.

Aktuell hat der betreffende Fonds, der mit diesem Betrag geäufnet werden soll, Mittel von über 1 Milliarde Franken zur Verfügung; davon sind 500 Millionen liquide. Es ist sehr viel Geld in diesem Fonds platziert. Aktuell besteht nicht das Bedürfnis, dass man diesen Fonds weiter öffnen müsste. Alle Massnahmen, die geplant sind, können mit den Fondsmitteln problemlos umgesetzt werden. Es gibt keine Kürzung. Das heisst, wir können das nächste Jahr diesen Betrag wirklich auf null setzen. Wir können dann in den folgenden Jahren wieder schauen, ob wir das allenfalls kompensieren müssen.

Wenn Sie hier der Minderheit folgen, hat das die gleiche Auswirkung wie vorhin. Das heisst, es müsste an einem anderen Ort mehr gekürzt werden. Ihre Finanzkommission schlägt eine Kürzung des BIF um 16 Millionen Franken vor. Das würde heissen, beim BIF – oder in einem anderen Bereich, der gemäss Bundesrätin Karin Keller-Sutter noch zu definieren wäre – müssten 24,9 Millionen Franken zusätzlich kompensiert werden.

Aus diesen Überlegungen und Gründen empfehle ich Ihnen, der Mehrheit der Finanzkommission zu folgen und die Differenz zum Nationalrat zu bereinigen.

**Rieder Beat (M-E, VS):** Nur eine kurze Bemerkung: In unserem Minderheitsantrag ist das bereits formuliert. Wir beantragen Ihnen, die NRP gleich zu lassen und dann den entsprechenden Abzug beim BIF vorzunehmen.



Das sehen Sie in den Bemerkungen zum Antrag zur Position 704.A231.0208, "Neue Regionalpolitik".

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich versuche, mich hier so kurz wie möglich zu fassen. Ich denke, die Position des Bundesrates dürfte es etwas schwer haben.

Ich möchte Ihnen in Erinnerung rufen, dass wir jetzt zwei divergierende Beschlüsse haben. Sie beschlossen in der Herbstsession 2023 die Dotierung des Fonds. Es gibt den Bundesbeschluss über weitere Einlagen in den Fonds für Regionalentwicklung für die Jahre 2024–2031. Der Bundesrat hat auf dieser Grundlage budgetiert. Jetzt haben die Finanzkommissionen – im Nationalrat hat sich der Antrag der Kommissionsmehrheit durchgesetzt – diesen Fonds entdeckt. Es wurde ein Papier von der Eidgenössischen Finanzverwaltung gefordert, in dem diese alle Fonds aufzulisten und aufzuzeigen hatte, wo eine Entnahme von Mitteln für die Kompensation im Budget möglich wäre. Das ist eine finanzpolitische Frage. Der Fonds für Regionalentwicklung – es wurde vorhin gesagt – hat einen Stand von etwa 1 Milliarde Franken, das ist das Fondsvermögen, und 500 Millionen Franken an liquiden Mitteln.

Sie müssen letztlich entscheiden, in welche Richtung Sie jetzt gehen wollen. Halten Sie an Ihrem Beschluss vom Herbst 2023, am Bundesbeschluss mit dem Zahlungsrahmen, fest? Oder sagen Sie, dass man aufgrund der Budgetsituation eine Entnahme aus diesem beschliesse? Die Mehrheit im Nationalrat war meines Wissens relativ klar.

Der Bundesrat unterstützt den Antrag der Minderheit, wobei – das habe ich vorhin schon gesagt – der BIF dann auch nicht für alles herhalten kann. Das ist eben auch etwas eine Schwierigkeit. Überhaupt meine ich, wenn ich das noch ergänzen darf – ich habe zwar vorhin gesagt, ich halte mich kurz, aber diese Fondswirtschaft ist schon auch etwas schwierig -: Wir haben sehr viele gebundene Mittel, und dann haben wir diese Fonds. Diese Fonds bringen sozusagen gewisse Mittel in Sicherheit für gewisse Aufgaben, und wenn es dann etwas eng wird, haben wir Fonds, die gut dotiert sind, aber wir haben keinen Zugriff darauf. Also hier hätte man einen Zugriff, bei anderen ist es so, dass es dafür eine Gesetzesänderung braucht. Das macht es schon etwas schwierig, und das heisst auch, dass man in Zukunft in Bezug auf die Schaffung weiterer Fonds sehr zurückhaltend sein oder auch darauf verzichten sollte.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6245)

Für den Antrag der Minderheit ... 20 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 19 Stimmen

(6 Enthaltungen)

*708 Bundesamt für Landwirtschaft*

*708 Office fédéral de l'agriculture*

#### *Antrag der Kommission*

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Z0023.05/A231.0229/A231.0230/A231.0231/A231.0232/A231.0382 Produktion und Absatz 2022–2025

Festhalten

#### *Proposition de la commission*

A231.0232 Aides à la production végétale

Z0023.05/A231.0229/A231.0230/A231.0231/A231.0232/A231.0382 Production et ventes 2022–2025

Maintenir

*Angenommen – Adopté*



**Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation**  
**Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

*805 Bundesamt für Energie*  
*805 Office fédéral de l'énergie*

*Antrag der Kommission*  
A290.0145 Rettungsschirm Elektrizitätswirtschaft  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*  
A290.0145 Mécanisme de sauvetage destiné au secteur de l'électricité  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

*810 Bundesamt für Umwelt*  
*810 Office fédéral de l'environnement*

*Antrag der Mehrheit*  
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates  
A231.0319 Nationalpark  
A236.0123 Natur und Landschaft  
Festhalten

*Antrag der Minderheit*  
(Graf Maya, Herzog Eva)  
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Festhalten

*Proposition de la majorité*  
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)  
Adhérer à la décision du Conseil national  
A231.0319 Parc national  
A236.0123 Nature et paysage  
Maintenir

*Proposition de la minorité*  
(Graf Maya, Herzog Eva)  
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)  
Maintenir

**Graf Maya (G, BL):** Mit meinem Minderheitsantrag möchte ich Sie bitten, dem Bundesrat zu folgen. Ich gebe es zu: 1,8

AB 2023 S 1164 / BO 2023 E 1164

Millionen Franken sind nicht viel, aber sie sind eben entscheidend. Ich möchte beantragen, dass diese 1,8 Millionen Franken im Bundesamt für Umwelt nicht eingespart werden. Es trifft zwar zu, dass im Bundesamt für Umwelt gewisse Stellen hinzugekommen sind, gleichzeitig ist darauf hinzuweisen, dass in anderen Bereichen im BAFU bereits 5,5 Millionen Franken eingespart wurden, was mit internen Kompensierungen und Gegenfinanzierungen ermöglicht wurde. Unter anderem hat man im Rahmen dieses Abbaus das Forschungsbudget des BAFU ziemlich deutlich gekürzt.

Die Aufstockung – 1,8 Millionen Franken für zehn Vollzeitstellen – ist auch im Rahmen von verschiedenen parlamentarischen Aufträgen begründet, zum Beispiel zum Thema Herdenschutz und Wolf. Wir müssen uns selbst in die Pflicht nehmen. Aber auch andere Aufgaben könnten nicht wahrgenommen werden, wenn diese



zehn Vollzeitstellen nicht bewilligt würden. Bei den zehn Vollzeitstellen, die zur Debatte stehen, geht es um folgende Themen: Es geht um Trink- und Grundwasserschutz und Abwasserreinigungsanlagen, es geht um den Vollzug der Holzhandelsverordnung, es geht um die Vorbereitung von Bodenkartierungen, und – ganz wichtig! – es geht um die Entwicklung eines Frühwarnsystems vor Trockenheit. Leider rechnen wir in der Schweiz mit zunehmender Trockenheit. Weiter geht es um die Digitalisierung im Umweltbereich. Sie sehen also: Es handelt sich um wichtige Aufgaben, die in den nächsten Jahren erfüllt werden müssen. Ich bitte Sie daher, die, gelinde gesagt, doch etwas kleinliche Kürzung von 1,8 Millionen Franken im Funktionsaufwand des Globalbudgets des Bundesamtes für Umwelt nicht vorzunehmen und somit dem Bundesrat zu folgen.

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 23.041/6246)

Für den Antrag der Mehrheit ... 31 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 11 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**802 Bundesamt für Verkehr****802 Office fédéral des transports****Antrag der Mehrheit**

A236.0110 Einlage Bahninfrastrukturfonds

Fr. 5 929 620 200

**Antrag der Minderheit**

(Rieder, Friedli Esther)

A236.0110 Einlage Bahninfrastrukturfonds

Fr. 5 904 666 100

**Proposition de la majorité**

A236.0110 Apport au fonds d'infrastructure ferroviaire

Fr. 5 929 620 200

**Proposition de la minorité**

(Rieder, Friedli Esther)

A236.0110 Apport au fonds d'infrastructure ferroviaire

Fr. 5 904 666 100

**Rieder Beat** (M-E, VS): Ich verzichte auf langfädige Bemerkungen. Sie sind bei der neuen Regionalpolitik dem Antrag der Minderheit gefolgt. Dieser beinhaltet, dass sich auch der Bahninfrastrukturfonds um 24,9541 Millionen Franken reduziert. Wenn Sie konsequent sein wollen, müssen Sie also auch hier dem Antrag der Minderheit zustimmen.

**Gapany Johanna** (RL, FR), pour la commission: Je n'ai pas encore les chiffres, qui sont en train d'être préparés, mais on avait initialement un non-respect du frein à l'endettement à hauteur de 15 millions de francs; on est maintenant à peu plus de 60 millions de francs. Il s'agit donc de prendre la différence sur l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire, et non de réduire actuellement le fonds et de maintenir une partie de l'apport. On prend dans la partie qui est non obligatoire, à hauteur de 5 884 666 100 francs: c'est la réduction du coût de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire. Je vous propose, comme on l'a dit auparavant, d'utiliser ce moyen comme l'a fait le Conseil national. On avait initialement saisi l'outil du blocage de crédit. Le Conseil national a décidé de choisir le fonds d'infrastructure ferroviaire. Donc plutôt que de réduire l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire de 15 millions, on le réduirait d'environ 60 millions de francs, en tenant compte des décisions qu'on vient de prendre aujourd'hui: le maintien au niveau de l'aide humanitaire et au niveau de la nouvelle politique régionale.

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Frau Berichterstatterin, wenn ich es richtig verstanden habe, würde die Kürzung nun 60 Millionen Franken betragen.

**Gapany Johanna** (RL, FR), für die Kommission: Ja, genau.





**Rieder Beat** (M-E, VS): Der Antrag der Minderheit wird zugunsten der Erklärung der Kommissionspräsidentin zurückgezogen.

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Rieder wurde zurückgezogen.

**Gapany Johanna** (RL, FR), pour la commission: Peut-être qu'une précision est nécessaire: la minorité et la majorité sont d'accord sur le fait que l'on utilise l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire. La différence existante entre les deux est le lien avec le vote sur la nouvelle politique régionale, à savoir que les montants diffèrent si on accepte le vote sur la nouvelle politique régionale, ce que ce conseil a fait. Cela augmente le montant, mais, sur le principe, la minorité et la majorité de la commission sont d'accord. A mon sens, un vote n'est pas nécessaire à ce stade.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

## 2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2024

### 2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2024

#### Art. 1 Abs. 2

*Antrag der Kommission*

*Bst. a*

a. ... 83 844 715 500 Franken

*Bst. b*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Bst. c*

c. ... -304 593 100 Franken

#### Art. 1 al. 2

*Proposition de la commission*

*Let. a*

a. ... 83 844 715 500 francs

*Let. b*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Let. c*

c. ... -304 593 100 francs

**Gapany Johanna** (RL, FR), pour la commission: Le compte de résultats prévu au budget 2024, avec les nouveaux chiffres, se solde par des charges de 83 844 669 600 francs et un résultat annuel de moins 304 547 200 francs.

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 2 Abs. 2; 2bis

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

AB 2023 S 1165 / BO 2023 E 1165

#### Art. 2 al. 2; 2bis

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*



**Art. 3**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Abs. 3*

... auf 85 706 565 900 Franken. Sie unterschreiten die höchstzulässigen Ausgaben gemäss Absatz 2 um 797 298 Franken.

**Art. 3**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Al. 3*

... à 85 706 565 900 francs. Elles sont inférieures de 797 298 francs au plafond des dépenses autorisées fixé à l'alinéa 2.

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Pour vous donner les nouveaux chiffres, les dépenses totales figurant au compte de résultats et au compte des investissements s'élèvent à 85 706 520 000 francs. Elles sont inférieures de 843 198 francs au plafond des dépenses autorisé.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 4 Abs. 2 Bst. b**

*Antrag der Kommission*

Festhalten

**Art. 4 al. 2 let. b**

*Proposition de la commission*

Maintenir

*Angenommen – Adopté*

**3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2024**

**3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2024**

**Anhang 2 – Annexe 2**

**Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux**

*101 Bundesversammlung*

*101 Assemblée fédérale*

*Antrag der Kommission*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*



**Departement für auswärtige Angelegenheiten  
Département des affaires étrangères**

*202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten  
202 Département fédéral des affaires étrangères*

*Antrag der Mehrheit*

A231.0332 Humanitäre Aktionen  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Graf Maya, Herzog Eva)  
A231.0332 Humanitäre Aktionen  
Streichen

*Proposition de la majorité*

A231.0332 Actions humanitaires  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Graf Maya, Herzog Eva)  
A231.0332 Actions humanitaires  
Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit*

*Adopté selon la proposition de la minorité*

**Finanzdepartement – Département des finances**

*605 Eidgenössische Steuerverwaltung  
605 Administration fédérale des contributions*

*Antrag der Kommission*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung  
Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

*708 Bundesamt für Landwirtschaft  
708 Office fédéral de l'agriculture*

*Antrag der Kommission*

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau  
Festhalten



*Proposition de la commission*

A231.0232 Aides à la production végétale  
Maintenir

*Angenommen – Adopté*

**Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation  
Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

810 Bundesamt für Umwelt  
810 Office fédéral de l'environnement

*Antrag der Mehrheit*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Graf Maya, Herzog Eva)  
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Streichen

*Proposition de la majorité*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)  
Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2023 S 1166 / BO 2023 E 1166

*Proposition de la minorité*

(Graf Maya, Herzog Eva)  
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)  
Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2025–2027**

**4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2025–2027**

**Art. 2 Bst. a**

*Antrag der Kommission*

a. Bundesversammlung  
Laufende Ausgaben  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 2 let. a**

*Proposition de la commission*

a. Assemblée fédérale  
Dépenses courantes  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*



**Art. 2 Bst. i**

*Antrag der Mehrheit*

i. Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport  
Armeeausgaben  
Festhalten

*Antrag der Minderheit*

(Würth, Ettlin Erich, Fässler Daniel, Graf Maya, Hegglin Peter, Herzog Eva)  
i. Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport  
Armeeausgaben  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 2 let. i**

*Proposition de la majorité*

i. Département de la défense, de la protection de la population et des sports  
Dépenses militaires  
Maintenir

*Proposition de la minorité*

(Würth, Ettlin Erich, Fässler Daniel, Graf Maya, Hegglin Peter, Herzog Eva)  
i. Département de la défense, de la protection de la population et des sports  
Dépenses militaires  
Adhérer à la décision du Conseil national

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Les arguments ont déjà été avancés lors de notre premier débat et – je l'ai rappelé lors de mon introduction – il s'agit de la différence entre la minorité, qui souhaite suivre le Conseil fédéral, qui propose d'augmenter les dépenses de l'armée à hauteur de 1 pour cent du PIB d'ici 2035, et la majorité de la commission, qui vous propose de vous en tenir à la décision du Conseil des Etats et donc d'augmenter ces dépenses d'ici 2030.

**Würth** Benedikt (M-E, SG): Nochmals kurz zur finanzpolitischen Ausgangslage: Ich verweise erneut auf den Legislaturfinanzplan, den wir am 22. November 2023 vom Bundesrat bekommen haben. Wir reden nach aktueller Planung von strukturellen Defiziten von 2 bis 3 Milliarden Franken pro Jahr – pro Jahr! Das ist der Bereinigungsbedarf. Im Grunde ist das, was wir nun hier beim Budget 2024 gemacht haben, lediglich ein Summton dessen, was uns noch bevorsteht. Insbesondere sind das rasche Wachstum der Armeeausgaben auf 1 Prozent des BIP sowie die Ausgaben für die AHV ursächlich für dieses grosse strukturelle Defizit. Das ist also die Ausgangslage.

Bei den Armeeausgaben ist klar, dass ihnen die Beschlüsse des Bundesrates zugrunde liegen, die auf 2035 terminiert sind. Die Mehrheit Ihrer Kommission will hier nun auf 2030 gehen, was dazu führt, dass wir im Jahr 2027 nochmals ein strukturelles Defizit von plus 700 Millionen Franken haben werden. Wenn Sie also der Mehrheit folgen, erhöhen Sie den Bereinigungsbedarf im Haushalt massgeblich.

Im Zusammenhang mit der sicherheitspolitischen Ausgangslage nehme ich es, um es gleich vorwegzunehmen, Kollege Salzmann, in Kauf, dass Sie mich vielleicht wieder hart angehen und mich mehr oder weniger der sicherheitspolitischen Inkompetenz bezichtigen werden. Zwischenzeitlich kann ich mich nicht mehr nur auf die Diskussion in der Subkommission 4 der Finanzkommission beziehen und mein Votum darauf referenzieren, sondern auch auf das Interview mit Rob Bauer, dem Vorsitzenden des Nato-Militärausschusses, in der "NZZ" vom letzten Samstag, das Sie vielleicht gelesen haben.

Ich habe in der ersten Runde gesagt, dass wir nicht nur die sicherheitspolitische Realität sehen, sondern insbesondere auch die Marktrealität bei den Rüstungsbeschaffungen betrachten sollten. Was sagt Rob Bauer zu diesem Thema? Ich zitiere aus dem "NZZ"-Interview: "Wir können zwar mehr und mehr bestellen, was wir auch tun, aber das Einzige, was wir sehen, sind lange Lieferfristen und Preise, die ansteigen. Das ist ein ernsthaftes Problem: Die zusätzlichen Gelder für die Verteidigung führen deshalb nicht unmittelbar zu mehr Sicherheit." Das ist die Situation, ausgesprochen von einem hohen Nato-General, dem Vorsitzenden des Nato-Militärausschusses.

Sie können davor natürlich die Augen verschliessen und sagen, dass wir diese Finanzplanposition jetzt nochmals deutlich erhöhen müssen. Aber die schon viel zitierte Warteschlange bei den Rüstungsbeschaffungen



präsentiert sich, wenn man das in einem Dreikreisemodell darstellen will, wie folgt: In einem ersten Kreis sind die Nato-Staaten, die auch Waffen in die Ukraine liefern. Es ist klar, dass sie in dieser Warteschlange an erster Stelle stehen, sie müssen ihre Bestände auch wieder auffüllen. Dann gibt es andere Staaten, die der Ukraine Waffen liefern – das ist, so gesehen, der zweite Kreis; auch diese müssen ihre Bestände wieder auffüllen. Dann gibt es den dritten Kreis in dieser Warteschlange; in diesem befinden sich die weiteren Staaten, zu denen die Schweiz gehört. Bei der Schweiz kommt erschwerend dazu, dass wir Reexport-Bestimmungen haben, die unsere Position bei den Rüstungsbeschaffungen – ich sage es mal so – nicht gerade verbessern.

Zum Schluss: Wir reden hier vom Finanzplan. Sie wissen es, der Finanzplan ist ein Planungsinstrument. Der Bundesrat kann, rein formell gesehen, in der Budgetbotschaft auch wieder davon abweichen. Der Bundesrat hat im Zusammenhang mit der Umsetzung der SiK-Motion ja auch gesagt, er müsse diese Umsetzung dann im Lichte der Gesamtsituation der Bundesfinanzen an die Hand nehmen. Jedenfalls habe ich die Vertreterinnen und Vertreter der Armee so verstanden, dass die Armee nun eine gewisse Planungssicherheit braucht. Wenn wir hier einfach so tun, als ob wir die Mittel hätten, und wenn wir die Positionen erhöhen und beim Budget dann wieder senken, dann hat das natürlich nichts mit Planungssicherheit zu tun. Wir sollten uns nicht auf ein ständiges Auf und Ab einlassen, sondern hier der vom Bundesrat eingeschlagenen Linie folgen und ein Wachstum der Armeeaussgaben auf 1 Prozent des BIP mit Zielrichtung 2035 beschliessen.

Somit bitte ich Sie, meiner Minderheit zu folgen.

**Salzmann Werner (V, BE):** Es war absolut nicht meine Absicht, Ihnen, geschätzter Kollege Würth, irgendwelche Inkompetenz zu unterstellen. Ich schätze Sie sehr, und ich schätze selbstverständlich auch Ihr finanzpolitisches Gewissen. Sie haben recht mit der Aussage, dass aufgrund der

AB 2023 S 1167 / BO 2023 E 1167

Erhöhung der Verteidigungsbudgets die Produktionskapazitäten der Verteidigungsindustrie – vor allem in Europa, aber nicht nur – auf längere Zeit ausgelastet sind. Der Aufbau zusätzlicher Produktionskapazitäten kommt nur langsam voran, auch diese Aussage ist richtig. Die Konsequenzen sind, insbesondere auch für die Schweiz, längere Lieferzeiten und höhere Preise.

Genau deshalb ist es nun von ausserordentlicher Wichtigkeit, und das haben Sie nicht erwähnt, dass Verpflichtungskredite für Rüstungsbeschaffungen frühzeitig gesprochen werden, sodass die Armasuisse rechtzeitig Verträge mit der Industrie abschliessen kann. Nur so kann sichergestellt werden, dass den längeren Lieferzeiten Rechnung getragen wird, entsprechende Produktionsslots gesprochen werden und die Schweizer Armee zum gewünschten Zeitpunkt beliefert werden kann. Stehen die Verpflichtungskredite nicht frühzeitig zur Verfügung, so wird es im aktuellen Umfeld mit den verlängerten Lieferzeiten schwierig, die für die rechtzeitige Beschaffung notwendigen Produktionsslots zu erhalten.

Die Rüstungsplanung für die Jahre 2024 bis 2027 ist mit der Industrie besprochen, das kann ich Ihnen sagen. Falls das Wachstum des Armeebudgets 2024 bis 2029 aufgrund des strukturellen Defizits noch flacher ausfällt, als vom Bundesrat Anfang 2023 in Aussicht gestellt wurde, dann können erstens die neuen Artilleriesysteme nicht beschafft werden und entsteht zweitens gegen Ende der 2020er-Jahre eine Fähigkeitslücke bei der indirekten Wirkung, da die über fünfzigjährigen M-109 nicht weiterbetrieben werden können.

Wäre die Nutzungsverlängerung der von uns erwarteten Panzer 87 WE nicht möglich, würde auch eine Werterhaltung der restlichen Panzer 87 A4 in weite Ferne rücken, bis die Panzer 2035 ohne Werterhaltung an ihr Lebensende geraten. Das ist die Ausgangslage. Die Folge wäre der Verlust des Heeres und damit Verlust der Verteidigungskompetenz am Boden. Die eingeteilten Armeeangehörigen – und das ist eigentlich das Schlimmste – können nicht mehr ausgebildet werden, und wir riskieren noch mehr Abgänge in den Zivildienst. Es geht hier um die Glaubwürdigkeit der Armee und um nichts weniger als den Verfassungsauftrag gemäss Artikel 58, den Kollege Burkart in der letzten Debatte klar ausgedrückt hat.

Die von der Mehrheit unterstützte Variante wird im Finanzplan nicht alles ermöglichen, was notwendig ist. Sie verhindert jedoch, dass im Heer nicht mehr glaubwürdig ausgebildet werden kann.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, unbedingt an unserem Entscheid festzuhalten und der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

**Dittli Josef (RL, UR):** Wir sind hier ja beim Teil zum Finanzplan. Das Budget beschliessen wir. Den Finanzplan nehmen wir zur Kenntnis und geben dem Bundesrat dabei die Anweisung, mit welchen Planzahlen er das nächste Budget angehen soll. Beim Finanzplan kommt der Bundesrat jetzt mit tieferen Zahlen. Wir vom Ständerat kommen mit höheren Zahlen, nämlich mit den Zahlen, die wir im Prinzip im Zusammenhang mit der Motion 22.3374, "Schrittweise Erhöhung der Armeeaussgaben", gefordert haben, also mit einer Erhöhung auf



1 Prozent des BIP bis 2030.

Wenn wir jetzt gemäss Mehrheit an unserem Beschluss festhalten, machen wir eigentlich nichts anderes, als dass wir dem Bundesrat sagen, er solle weiterhin beim Plan mit den höheren Ausgaben für die Armee bleiben. Das ist die Vorgabe.

Ich respektiere selbstverständlich die Aussage, dass im Budget nicht alles umgesetzt wurde, wie man das tun wollte. Ich bin aber dennoch klar der Auffassung, dass wir hier an den höheren Zahlen festhalten sollten. Sollte sich die Gesamtsituation im Zusammenhang mit dem Budget dann tatsächlich als so problematisch erweisen, werden wir das wieder anschauen können, weil wir ja auch das nächste Budget wieder beschliessen müssen. Aber zumindest wird unserer Position Nachachtung verschafft, wenn wir hier der Mehrheit folgen.

Wir sollten schauen, dass die Erhöhung auf 1 Prozent des BIP bis 2030 wenn immer möglich erreicht werden kann. Es ist mir auch klar, dass sich dann letztlich aufgrund der anderen Budgetentscheide und der Gesamtzahlen zeigen wird, ob wir all dem nachkommen können. Aber hier bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und dem Bundesrat den Auftrag zu geben, er solle zumindest schauen, ob es möglich ist, die Erhöhung auf 1 Prozent des BIP bis 2030 gemäss unserer Motion anzugehen.

Mit den tieferen Zahlen, wenn wir dem Bundesrat und der Minderheit folgen würden, hätten wir einen langsameren Rhythmus. Wenn dann das nächste Sparprogramm kommt, weil man noch mehr einschränken muss, gehen die Zahlen noch einmal hinunter; das ist es, was ich befürchte.

Deshalb bitte ich Sie hier beim Finanzplan, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen und an der höheren Zahl festzuhalten.

**Gmür-Schönenberger** Andrea (M-E, LU): Wir haben letztes Jahr innert sehr, sehr kurzer Zeit ganz klar entschieden, dass wir das Armeebudget bis 2030 auf 1 Prozent des BIP erhöhen wollen, nachdem wir dreissig Jahre lang bei den Armeeaussgaben nichts gemacht und im Prinzip immer nur gespart haben. Wir wollten damals klar unsere Sicherheit, unsere Verteidigungsfähigkeit stärken. Es kann daher nicht sein, dass wir jetzt plötzlich kommen und sagen: "Ja, eigentlich haben wir die Mittel nicht, unsere Sicherheit ist uns plötzlich nicht mehr so wichtig, da machen wir jetzt nichts. Wir wollen zuerst mal wieder sparen und schauen, was möglich ist."

Wenn wir der Mehrheit zustimmen, passiert noch gar nichts. Mein Vorredner hat es gesagt: Wir werden jährlich wieder die Möglichkeit haben, darüber zu befinden. Wenn die notwendigen Projekte nicht beschaffungsreif sind, können wir die Mittel wieder streichen. Aber es geht um unsere Sicherheit und um unsere Verteidigungsfähigkeit.

In dem Sinne sage ich Ja zur Mehrheit.

**Hegglin** Peter (M-E, ZG): Es stimmt nicht ganz, dass nichts passieren würde, wenn wir jetzt der Mehrheit folgen. Beim nächsten Voranschlag wäre der Bundesrat nämlich gefordert, gerade für das Jahr 2025, die Summe entsprechend aufzunehmen. Ich finde, der Bundesrat ist dann daran gebunden. Das heisst, gemäss Finanzplanung müsste er wesentlich mehr Geld für die Armee einsetzen, was zu Sparmassnahmen in anderen Bereichen führen würde. Es ist also nicht so, dass wir nun einfach etwas festlegen können, ohne dass es dann auch eine Wirkung hat.

Ich teile die Meinung von Kollege Salzmann, dass man die Verteidigungsfähigkeit verbessern sollte. Das kann man tun, und das soll man auch, dafür hat man die Verpflichtungskredite. Hier handelt es sich aber nicht um Verpflichtungskredite, sondern es geht um den Finanzplan. Für 2025 ist das dann schon eine erste Vorgabe, die wir beschliessen. Den Verpflichtungskrediten haben wir – auch ich – zwar immer zugestimmt. Trotzdem sollten wir als Parlament, meine ich, bei der Staffelung schon einen gewissen Spielraum haben.

In diesem Jahr haben wir schon im Zusammenhang mit dem regionalen Personenverkehr um 55 Millionen Franken aufgestockt. Heute gehen alle davon aus, dass wir die Mittel wahrscheinlich nicht brauchen werden. Wir haben über Budgetmittel gesprochen, die wahrscheinlich gar nicht gebraucht werden. Wenn wir hier nun kommen und sagen: "Ja, wir schreiben das jetzt in den Finanzplan", dann kommt es eben auch in den Voranschlag. So kann das Risiko bestehen, dass dort wieder Kredite gesprochen werden, die dann nicht beansprucht werden. Diese würden dann vielleicht in anderen Ausgabenpositionen dringend gebraucht, oder sie müssten letztlich in anderen Ausgabenpositionen eingespart werden.

Ich meine, wir sind kompetent und verantwortlich genug, um dann in der Budgetdebatte 2025 über die richtige Höhe für die Armeeaussgaben beschliessen zu können – dann in Kenntnis der zu beschaffenden Mittel und der zu tätigen Investitionen. Somit müssen wir nicht schon jetzt quasi Beträge festlegen, die meiner Meinung nach noch zu wenig untermauert sind.

Wenn man die Verteidigungsfähigkeit verbessern will, gibt es nicht einfach nur die Beschaffung von neuen In-



strumenten, Infrastrukturen und Geräten. Ich meine, die Verteidigungsfähigkeit kann auch mit Effizienzsteigerungen verbessert werden, so wie die Effizienz auch in anderen Aufgabenbereichen verbessert und gesteigert werden kann. Da erwarte ich auch

AB 2023 S 1168 / BO 2023 E 1168

im Bereich der Armee, dass man dann, wenn man die Effizienz steigert, entsprechend mehr Geld für die Wirksamkeit ausgeben kann.

Demzufolge beantrage ich Ihnen, dem Bundesrat zu folgen. Auch der Bundesrat sieht für die Armee schon ein überdurchschnittliches Wachstum vor. Es ist nicht so, dass die Armee zu kurz kommt, sondern sie ist an der Spitze, wenn ich die Wachstumsraten in den Aufgabenbereichen betrachte.

Von daher empfehle ich Ihnen, dem Bundesrat und der Minderheit zu folgen.

**Salzmann** Werner (V, BE): Entschuldigen Sie, Herr Hegglin hat gesagt, wir müssten dann entscheiden, wenn wir wissen, was beschafft werden soll. Im schwarzen Buch "Die Verteidigungsfähigkeit stärken" ist die Planung abgebildet. Ich sage dazu, es ist klar, dass in den nächsten Jahren folgende Verpflichtungskredite kommen: der erste im Jahr 2024 für die Boden-Boden-Lenk Waffen; der zweite im Jahr 2025 für die Nutzungsverlängerung von 134 Panzern; der dritte im Jahr 2026 für ein neues Artilleriesystem; der vierte im Jahr 2027 für die Werterhaltung der Helikopter, die wir brauchen. Es ist also nicht so, dass wir nicht wissen, was kommt. Wenn wir es nicht im Finanzplan einstellen, kann es nicht beschafft werden. Das ist die Ausgangslage.

**Sommaruga** Carlo (S, GE): On a la proposition du Conseil fédéral et la décision du Conseil des Etats soutenue par la majorité de la commission, qui de toute façon visent à une augmentation progressive du crédit destiné à l'armée. L'une est plus lente, l'autre plus rapide. Mais il est vrai que, quelle que soit la solution adoptée, cela aura naturellement un impact sur la structure des budgets pour les prochaines années. La question est de savoir si l'on veut ou non qu'il y ait une pression majeure sur le budget en fonction de ce que réclame l'armée et de ce que réclame la majorité de la commission. Les deux propositions visent une augmentation progressive des dépenses militaires pour arriver à l'objectif de 1 pour cent, voté par le Parlement, soit en 2030 soit en 2035.

On ne peut pas simplement limiter le débat à la question de l'armée, ce d'autant plus que l'ennemi potentiel a déjà perdu 40 pour cent de son potentiel militaire dans le conflit en Ukraine. Il faut regarder quelle est la situation de notre population, la situation immédiate de celles et ceux qui, à la fin du mois, n'ont pas assez pour pouvoir faire face à leurs dépenses, au paiement, simplement, de l'alimentation, du loyer ou de la caisse-maladie. On vient aussi régulièrement nous dire qu'on n'a pas les moyens de verser une 13e rente AVS. Or, la 13e rente AVS est un besoin essentiel pour notre population. Aujourd'hui, un certain nombre de personnes vivent dans la pauvreté ou doivent se serrer la ceinture. On ne peut donc pas affirmer que l'on n'a pas les moyens financiers pour venir en aide directement à la population, et en même temps dire qu'il faut accroître les budgets de l'armée et faire en sorte qu'il y ait une "jeopardization" sur les budgets futurs de 2025, 2026 et 2027 avec cette croissance du budget militaire, en mettant en difficulté la possibilité d'augmenter les prestations pour les assurances sociales.

Même s'il faut ici choisir entre la peste et le choléra, je vous propose quand même d'opter pour le moindre mal, et donc de suivre la minorité Würth, qui, finalement, vise à réduire cette pression sur le budget.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, bei dieser Frage der Mehrheit zu folgen, also dem Bundesrat und dem Nationalrat.

Wir haben schon mehrfach über diese Position gesprochen, und es wurde auch schon mehrfach erwähnt, dass die Räte eine Motion je der SiK-N und der SiK-S überwiesen haben. Das ist richtig. Aber ich habe auch darauf hingewiesen, dass der Bundesrat dort gesagt hat, dass er bereit ist, die Rüstungsausgaben für die Armee zu erhöhen, dass er die Verteidigungsfähigkeit der Armee stärken will, dass dies aber im Lichte des Bundeshaushaltes zu geschehen hat. Das ist das, was der Bundesrat beantragt: statt 1 Prozent des BIP 2030 1 Prozent des BIP 2035. Ich rufe in Erinnerung: Das ist immer noch praktisch eine Verdoppelung der Armeeaussgaben von 5,5 auf 10,5 Milliarden Franken im Jahr 2035.

Jetzt wird gesagt, man könne das im Finanzplan ändern und es passiere nichts. Ich weiss nicht, was ich und der Bundesrat mit dieser Aussage anfangen sollen. Ich muss Ihnen einfach sagen: Der Zeitplan sieht vor, dass der Bundesrat Ende Januar 2024 über die Eckwerte des Voranschlags 2025 entscheidet. Wenn Sie jetzt entscheiden, dass Sie im Budget 2025 243 Millionen Franken mehr für die Rüstungsausgaben erwarten, müssen wir die Eckwerte so auch definieren. Das bedeutet nichts anderes, als dass man einfach einen höheren Druck auf bestehende Aufgaben hat und man den Spardruck auch insgesamt erhöht.



Wir haben – Herr Ständerat Würth hat darauf hingewiesen – ein Finanzierungsdefizit von 2 Milliarden Franken im Voranschlag 2025. Das ist nicht einfach eine pessimistische Sicht, sondern diese beschlossenen Armeeausgaben sind ja da, auch wenn man sie etwas weniger schnell wachsen lässt. Dann haben wir bei der sozialen Wohlfahrt ein Wachstum, das aufgrund der Demografie grösser als erwartet ist – wir haben dort die Prämienverbilligung, die Ergänzungsleistungen. Ich rufe in Erinnerung, dass wir auch für 2025 Ausgaben für die Migration haben werden. Im Moment spricht man von 1,2 Milliarden Franken für die Ukraine-Flüchtlinge.

Ich weiss nicht genau, wie diese Kosten unterzubringen sind. Die Frage ist, was bei dieser Ausgangslage vernünftig ist. Ich finde, es ist vernünftig, einen Mittelweg zu wählen und eine Erhöhung der Armeeaussgaben zu unterstützen, nämlich auf 1 Prozent des BIP bis 2035, wie dies der Nationalrat entschieden hat und Ihnen der Bundesrat beantragt.

Ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen. Ich habe vorhin fälschlicherweise "Mehrheit" gesagt. Der Entscheid fiel mit 6 zu 6 Stimmen mit Stichentscheid der Präsidentin. Deshalb war es etwas schwierig, das genau im Kopf zu behalten.

Ich bitte Sie, der Minderheit Würth zu folgen.

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 23.041/6247)

Für den Antrag der Mehrheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 17 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Art. 2 Bst. k***Antrag der Kommission*

k. Eidgenössische Steuerverwaltung

E110.0106 Mehrwertsteuer

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 2 let. k***Proposition de la commission*

k. Administration fédérale des contributions

E110.0106 Taxe sur la valeur ajoutée

Adhérer à la décision du Conseil national

**Art. 2 Bst. l***Antrag der Kommission*

l. Eidgenössische Steuerverwaltung

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 2 let. l***Proposition de la commission*

l. Administration fédérale des contributions

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil national

**Art. 2 Bst. q***Antrag der Kommission*

q. Bundesamt für Landwirtschaft

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Festhalten



**Art. 2 let. q**

*Proposition de la commission*

q. Office fédéral de l'agriculture

A231.0232 Aides à la production végétale

Maintenir

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2 Bst. z**

*Antrag der Mehrheit*

z. Bundesamt für Umwelt

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Graf Maya, Herzog Eva)

z. Bundesamt für Umwelt

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Festhalten

**Art. 2 let. z**

*Proposition de la majorité*

z. Office fédéral de l'environnement

A200.0001 Charges de fonctionnement

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Graf Maya, Herzog Eva)

z. Office fédéral de l'environnement

A200.0001 Charges de fonctionnement

Maintenir

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 2 Bst. aa**

*Antrag der Kommission*

aa. Bundesamt für Umwelt

A231.0319 Nationalpark

Festhalten

**Art. 2 let. aa**

*Proposition de la commission*

aa. Office fédéral de l'environnement

A231.0319 Parc national

Maintenir

*Angenommen – Adopté*

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Das Geschäft geht zurück an den Nationalrat.